



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

Le Préfet du Pas-de-Calais

ARRAS, le 04 FEV. 2022

**Arrêté préfectoral portant approbation du plan de prévention  
du risque inondation de la vallée de la Clarence**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.562-1 à L.562-9, R.562-1 à R.562-11-4 et R.562-11-6 à R.562-11-8 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 nommant Louis LE FRANC en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 5 juillet 2019 relatif à la détermination, qualification et représentation cartographique de l'aléa de référence et de l'aléa à échéance 100 ans s'agissant de la submersion marine, dans le cadre de l'élaboration ou de la révision des plans de prévention des risques concernant les « aléas débordement de cours d'eau et submersion marine » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 portant prescription du plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence sur les communes de Allouagne, Ames, Amettes, Auchel, Auchy-au-Bois, Aumerval, Bailleul-les-Pernes, Bourecq, Bours, Burbure, Busnes, Calonne-Ricouart, Calonne-Sur-La-Lys, Camblain-Chatelain, Cauchy-à-la-Tour, Chocques, Ecquedecques, Ferfay, Floringhem, Fontaine-les-Hermans, Gonnehem, Ham-en-Artois, Labeuvriere, Lapugnoy, Lespesses, Lieres, Lillers, Lozinghem, Marest, Marles-les-Mines, Mont-Bernanchon, Nedon, Nedonchel, Oblinghem, Pernes, Pressy, Robecq, Sachin, Sains-les-Pernes, Saint-Hilaire-Cottes, Tangry et Valhuon. ;

**Vu** la décision de l'autorité environnementale en date du 15 octobre 2019 dispensant le projet de plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence de la production d'une évaluation environnementale ;

**Vu** les avis des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme en application de l'article R.562-7 du code de l'environnement ;

**Vu** la décision du président du tribunal administratif de Lille n° E21000044/59 du 17 juin 2021 portant désignation d'une commission d'enquête ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2021 portant ouverture d'une enquête publique sur le projet de plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence, conformément aux dispositions des articles L.562-3, R.562-8 et R562-9 du code de l'environnement sur le territoire des communes de Allouagne, Ames, Amettes, Auchel, Auchy-au-Bois, Aumerval, Bailleul-les-Pernes, Bourecq, Bours, Burbure, Busnes, Calonne-Ricouart, Calonne-Sur-La-Lys, Camblain-Chatelain, Cauchy-à-la-Tour, Chocques, Ecquedecques, Ferfay, Floringhem, Fontaine-les-Hermans, Gonnehem, Ham-en-Artois, Labeuvriere, Lapugnoy, Lespesses, Lieres, Lillers, Lozinghem, Marest, Marles-les-Mines, Mont-Bernanchon, Nedon, Nedonchel, Oblinghem, Pernes, Pressy, Robecq, Sachin, Sains-les-Pernes, Saint-Hilaire-Cottes, Tangry et Valhuon. ;

**Vu** les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du mardi 21 septembre 2021 au jeudi 28 octobre 2021 inclus, conformément aux dispositions des articles L.562-3, R.562-8 et R562-9 du code de l'environnement ;

**Vu** le rapport, l'avis et les conclusions de la commission d'enquête en date du 23 novembre 2021 ;

**Vu** les modifications apportées au projet de plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence suite aux avis des conseils municipaux et des organes délibérants des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme et à l'enquête publique sus visés ;

**Considérant** que la direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais est chargée de l'instruction et de l'élaboration du plan, par l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 portant prescription du plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais :

### **Arrête**

**Article 1<sup>er</sup>** : Le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence, conformément aux dispositions de l'article R.562-9 du code de l'environnement, est approuvé sur les communes de :

- |                       |                        |                        |
|-----------------------|------------------------|------------------------|
| • Allouagne           | • Cauchy-à-la-Tour     | • Marest               |
| • Ames                | • Chocques             | • Marles-les-Mines     |
| • Amettes             | • Ecquedecques         | • Mont-Bernanchon      |
| • Auchel              | • Ferfay               | • Nedon                |
| • Auchy-au-Bois       | • Floringhem           | • Nedonchel            |
| • Aumerval            | • Fontaine-les-Hermans | • Oblinghem            |
| • Bailleul-les-Pernes | • Gonnehem             | • Pernes               |
| • Bourecq             | • Ham-en-Artois        | • Pressy               |
| • Bours               | • Labeuvriere          | • Robecq               |
| • Burbure             | • Lapugnoy             | • Sachin               |
| • Busnes              | • Lespesses            | • Sains-les-Pernes     |
| • Calonne-Ricouart    | • Lieres               | • Saint-Hilaire-Cottes |
| • Calonne-Sur-La-Lys  | • Lillers              | • Tangry               |
| • Camblain-Chatelain  | • Lozinghem            | • Valhuon.             |

**Article 2 :** Le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence sur le territoire des communes de Allouagne, Ames, Amettes, Auchel, Auchy-au-Bois, Aumerval, Bailleul-les-Pernes, Bourecq, Bours, Burbure, Busnes, Calonne-Ricouart, Calonne-Sur-La-Lys, Camblain-Chatelain, Cauchy-à-la-Tour, Chocques, Ecquedecques, Ferfay, Floringhem, Fontaine-les-Hermans, Gonnehem, Ham-en-Artois, Labeuvriere, Lapugnoy, Lespesses, Lieres, Lillers, Lozinghem, Marest, Marles-les-Mines, Mont-Bernanchon, Nedon, Nedonchel, Oblinghem, Pernes, Pressy, Robecq, Sachin, Sains-les-Pernes, Saint-Hilaire-Cottes, Tangry et Valhuon, contient, conformément à l'article R.562-3 du code de l'environnement, les documents suivants, joints en annexe au présent arrêté :

- Une notice explicative
- Une note de présentation,
- Des cartes communales de zonage réglementaire au 1/5000<sup>ème</sup>,
- Des cartes communales de zonage réglementaire des zones blanches au 1/5000<sup>ème</sup>
- Des cartes communales de hauteurs d'eau au 1/5000<sup>ème</sup>,
- Un règlement définissant les zones de risques différenciées et les modalités applicables pour chaque zone,
- Un bilan de concertation et ses annexes.

En outre, le plan révisé comporte les documents informatifs suivants :

- L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2019 portant prescription du plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence,
- La décision de l'autorité environnementale en date du 15 octobre 2019 dispensant le projet de plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence de la production d'une évaluation environnementale,
- Une carte des aléas à l'échelle de la vallée de la Clarence au 1/25000<sup>ème</sup>,
- Une carte des enjeux à l'échelle de la vallée de la Clarence au 1/25000<sup>ème</sup>,
- Une carte de zonage réglementaire à l'échelle de la vallée de la Clarence au 1/25000<sup>ème</sup>,
- Une carte de zonage réglementaire des zones blanches à l'échelle de la vallée de la Clarence au 1/25000<sup>ème</sup>.

**Article 3 :** Conformément à l'article L.562-4 du code de l'environnement, le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Clarence approuvé vaut servitude d'utilité publique. Les maires des communes concernées ou, selon le cas, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme annexeront, sans délai, le présent arrêté et le plan de prévention du risque inondation révisé qui lui est joint au plan local d'urbanisme approuvé, conformément aux dispositions de l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme, ou à la carte communale en application de l'article L.163-10 du même Code.

**Article 4 :** Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé, seront notifiés aux maires des communes concernées ainsi qu'aux présidents des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

**Article 5 :** Le présent arrêté sera affiché pendant un mois minimum dans la mairie des communes concernées et aux sièges des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

**Article 6 :** Le présent arrêté et le dossier qui lui est annexé, seront tenus à la disposition du public, conformément à l'article R.562-9 du Code de l'environnement, dans les locaux des mairies et aux sièges de ces établissements publics de coopération intercommunale concernés ainsi qu'en préfecture.

**Article 7 :** Mention du présent arrêté sera publiée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département du Pas-de-Calais.

**Article 8 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy de Saint Hilaire – CS 62 039 – 59 014 Lille cedex, dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité.

**Article 9 :** Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, la Sous-Préfète de l'arrondissement de Béthune, les maires des communes concernées, les présidents des établissements publics de coopération intercommunale compétents pour l'élaboration des documents d'urbanisme, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Hauts-de-France et le directeur départemental des territoires et de la mer du Pas-de-Calais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

Le Préfet,

Louis LE FRANC